



DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES ACHATS
Pôle International

Appel d'offres ouvert (AOO) : n°2026-0187/EdA/DA International 26/02/2026

Prestation de vérification des commandes de l'Économat des Armées

Règlement de Consultation (RC)

*Accord-cadre à marchés subséquents
En application des articles L. 2125-1 et R.2162-7 à 12 et du code de la commande publique*

Date limite de réception des offres :

31/03/2026 à 12H00

Date limite de réception des questions :

17/03/2026 à 12H00

Annexe 1 : modalités d'inscription sur la plateforme PLACE

Index

GLOSSAIRE	3
CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE.....	3
ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELLE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PRÉSENTATION DE L'ÉCONOMAT DES ARMÉES	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	4
2.1. PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
2.2. OBJET	4
2.3. DURÉE.....	5
2.4. ALLOTISSEMENT ET MONTANTS ESTIMATIFS.....	5
2.5. LIEU D'EXÉCUTION	5
2.6. MODE DE PASSATION ET CADRE JURIDIQUE	5
2.7. VARIANTE(S)/OPTION(S)/PRESTATION(S) SUPPLÉMENTAIRE(S) ÉVENTUELLE(S) (PSE).....	5
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
3.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	6
3.1.1. RECEVABILITÉ.....	6
ARTICLE 4 – DOCUMENTS À REMETTRE.....	7
4.1. TRANSMISSION DES DOCUMENTS :.....	7
4.2. SIGNATAIRE.....	8
4.3. NON TRANSMISSION DES DOCUMENTS	8
ARTICLE 5 – MODALITÉS DE LA CONSULTATION.....	8
5.1. MODALITÉS DE RETRAIT ET COMPOSITION DU DCE	8
5.2. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE DCE.....	9
5.3. MODALITÉS DE DÉPÔTS DES OFFRES	9
5.3.1. REMISE DES OFFRES	9
5.3.2. DATE LIMITE DE RÉCEPTION.....	9
5.3.3. COPIE DE SAUVEGARDE.....	10
5.3.4. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	10
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE / PHASE PRÉLÉMINAIRE ...	10
6.1. MODALITÉS D'ÉVALUATION	10
6.2. MÉTHODE D'ANALYSE ET DE NOTATION	11
ARTICLE 7 – MARCHES SUBSEQUENTS	11
7.1. ORGANISATION DE LA MISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE D'UN MARCHÉ SUBSÉQUENT ,	11
7.2. CRITÈRE D'ATTRIBUTION ET PONDÉRATION.....	11
ARTICLE 8 – DECLARATION SANS SUITE.....	12
ARTICLE 9 – DROIT – LANGUE ET DEVISE APPLICABLE.....	12
9.1. RECOURS	12
9.2. LANGUE	12

GLOSSAIRE

EdA	Économat des Armées (EdA) est un Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) français au service des forces armées
AOO	Appels d’Offres Ouvert
<u>CCAG</u>	Désigne le Cahier des clauses administratives générales de référence
FCS	Fournitures Courantes et Services
PI	Prestations Intellectuelles
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
PLACE	Portail des marchés publics : plateforme de passation des marchés publics disponible à l’adresse : https://www.marches-publics.gouv.fr
AE	Acte d’engagement
CCAP	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) comprend les clauses administratives particulières applicables au marché passé.
DC1 Lettre de candidature	La lettre de candidature précise les éventuels co-traitants ou contenu identique sur papier libre. Le candidat devra indiquer une adresse mail valide sur laquelle pourront éventuellement être envoyés les échanges électroniques. Formulaire disponible à l’adresse : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2 Déclaration du candidat	La déclaration du candidat contient les renseignements permettant d’évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat. Formulaire disponible à l’adresse : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DUME	Conformément à l’article R.2143-4 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la capacité de présenter leur candidature sous forme écrite d’un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne en lieu et place des documents mentionnés. Il est obligatoirement transmis par voie électronique. Informations disponibles à l’adresse : http://www.boamp.fr/Espace-acheteurs/Actualites/Le-formulaire-DUME-et-E-DUME . Document Unique de Marché Européen disponible aux adresses : https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr Ou https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique .
France métropolitaine	Désigne la France continentale et la Corse
RC	Règlement de Consultation
Partie	Relatif au titulaire, bénéficiaire, ou l’EdA selon les circonstances mentionnées.

CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

La présente consultation est passée dans le respect des règles du Code de la Commande Publique et du CCAG/PI dans sa version du 31 mars 2021.

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Nom et adresse officielle du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Économat des Armées (EdA) représenté par son directeur général, et situé à l'adresse suivante 26 rue Delizy à PANTIN (93507 Cedex).

Il met en ligne ses procédures de marchés sur la plateforme des marchés publics ([PLACE](#)).

1.2. Présentation de l'Économat des Armées

L'Économat des Armées (EdA) est un établissement public à caractère commercial (EPIC) placé sous tutelle de l'État-major des Armées françaises.

L'article L3421-1 du Code de la défense dispose que l'EdA « *a pour objet le soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises diverses aux formations militaires en France et à l'étranger, ainsi qu'aux parties prenantes collectives et individuelles autorisées par le ministre de la défense.* ».

L'EdA exerce ses activités au quotidien dans des conditions variées sur le territoire national, en Outre-mer et à l'étranger. Son bénéficiaire principal est le Ministère des Armées françaises.

Toutefois, il peut aussi soutenir des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations-Unies (ONU), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Union Européenne (UE) ou encore les forces armées de pays alliés ou partenaires de la France.

L'EdA dispose de deux modes d'action : soit en tant qu'opérateur de services, soit en tant que centrale d'achat au sens du code de la commande publique.

Ses activités portent :

- sur le territoire français, avec l'approvisionnement en denrées alimentaires, la délivrance de prestations de restauration collective, l'entretien et la construction des bâtiments de restauration collective des armées ;
- sur le territoire et à l'extérieur du territoire français, avec la construction et la gestion de camp en soutien des exercices et opérations militaires des forces armées françaises, des organisations internationales et des pays alliés de la France ;
- sur la fourniture aux bénéficiaires de ses services d'équipements, fournitures et prestations de service diverses sans limitation d'objet.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les art. R2161-1 et suivants du code de la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

2.2. Objet

Le présent règlement de consultation concerne un accord-cadre multi attributaires (ou mono attributaire) avec marchés subséquents pour la prestation de vérification des commandes de l'Économat des armées.

L'accord-cadre est multi-attributaires et conclu avec quatre (4) opérateurs économiques au maximum, sous réserve d'un nombre d'offres régulières suffisant, notamment au regard des critères d'évaluation des candidatures et des offres.

Il s'agit d'un contrat unique, décliné en marchés subséquents simples.

2.3. Durée

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période initiale ferme de douze (12) mois. Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible trois (3) fois douze (12) mois, soit une période d'exécution contractuelle de quarante-huit (48) mois.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le fournisseur sélectionné (au mail indiqué dans l'acte d'engagement) deux (2) mois avant la date de fin de la période concernée.

2.4. Allotissement et montants estimatifs

Par dérogation de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le marché résultant de la consultation est un marché non alloté multi attributaires (d'un même contexte et s'adressant à la même typologie de prestataires).

En application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre (AC) multi-attributaire exécuté par marché subséquent.

L'accord cadre est non alloté :

Intitulé	Montant estimatif annuel en € HT	Montant estimatif sur période d'exécution contractuelle de quatre (4) ans	Montant maximum période d'exécution contractuelle de quatre (4) ans	Nombre de titulaire(s) par accord-cadre maximum
Prestation de vérification des commandes de l'EdA	50 000 €	200 000 €	1 000 000 €	4

Afin de maintenir un principe de concurrence au niveau de la passation des marchés subséquents, le nombre de titulaires pour l'accord est fixé au maximum à quatre (4) et chaque marché subséquent sera mono attributaire.

2.5. Lieu d'exécution

La zone géographique de l'exécution du marché comprend l'exécution des prestations en France métropolitaine (transitaire, port ou aéroport de départ...) ou à l'étranger.

Le site de la prestation sera indiqué pour chaque marché subséquent.

2.6. Mode de passation et cadre juridique

Conformément à l'article R2124-1 du Code de la Commande Publique, il s'agit d'un accord-cadre multi attributaire (mono attributaire si qu'une seule réponse retenue) avec marchés subséquents (MS).

Cette technique d'achats a été choisie afin de :

- Sélectionner un ou plusieurs titulaires
- Passer des MS par remise en concurrence pour chaque besoin précis (pays, type d'inspection etc.)

2.7. Variante(s)/option(s)/prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE)

Variante(s)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.
Option(s)	Reconduction tacite trois (3) fois douze (12) mois
Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE)	Elles sont facultatives au titre de la présente consultation.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1. Conditions de participation

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée. La forme du groupement (solidaire ou conjoint) est précisée dans la lettre de candidature/DC1.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est, en application des dispositions de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'EdA, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement, soit le groupement est solidaire, soit le groupement est conjoint avec le mandataire solidaire.

En application de l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché

Conformément à l'article R.2142-4 du code de la commande publique une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour cette consultation.

En cas de groupement, la recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateur économique que le groupement soit conjoint ou solidaire ; l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

En application de l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

3.1.1. Recevabilité

L'examen de la recevabilité des candidatures se fait conformément aux articles R. 2144 -1 à 7 fixant les règles de sélection des candidats dans le cadre des procédures passées par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L. 1211 -1 du code de la commande publique.

Les candidatures sont examinées au regard des éléments relatifs à sa situation propre listés au tableau de l'article 4.1 du présent Règlement de consultation (RC).

L'examen des candidatures porte sur les capacités économiques, financières, techniques et les références professionnelles.

Pour justifier ses capacités financières et techniques et ses références professionnelles, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte celles d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et du fait qu'il en disposera pour l'exécution des marchés spécifiques du système d'acquisition dynamique.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS À REMETTRE

4.1. Transmission des documents :

Le candidat fournit, conformément à l'article R.2144-1 du code de la commande publique, l'ensemble des éléments suivants :

Eléments relatifs à sa situation propre	
1	La lettre de candidature DC1 ou document équivalent (DUME) comprenant la déclaration sur l'honneur concernant les exclusions prévue aux articles L2141-1- à 6 du code de la commande publique et les attestations prévues aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ; en mentionnant les trois (3) derniers chiffres d'affaires
2	La déclaration du candidat DC2 ou document équivalent (DUME) en mentionnant les 3 derniers chiffres d'effectifs moyen
3	En application de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), s'il est en redressement judiciaire ;
4	L'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé sous format initial (pdf) qui engage à respecter les exigences de toutes ses annexes
5	La déclaration appropriée de banques ou la preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
6	Extrait datant de moins de six (6) mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K-bis) ou à la chambre des métiers (D1) ou équivalence
7	Le cas échéant, document relatif au pouvoir de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate
8	L'annexe 1 fiche d'identité fournisseur au présent Règlement de Consultation (RC) dûment complété et signé sous format initial (xml) accompagné du Relevé d'Identité Bancaire
9	L'annexe 2 engagement déontologique au présent Règlement de Consultation (RC) dûment complété et signé sous format initial (pdf)
10	L'annexe 3 déclaration d'absence de conflit d'intérêts au présent Règlement de Consultation (RC) dûment complété et signé sous format initial (pdf)
11	L'annexe 4 situation du candidat au présent Règlement de Consultation (RC) dûment complété et signé sous format initial (pdf)
12	L'attestation de régularité fiscale
13	L'attestation de vigilance (déclaration et paiement des cotisations sociales) ;
14	Détachements des salariés : - Si oui, copie de déclaration détachement, Si non, fournir une attestation mentionnant ne pas avoir recours
15	Salariés étrangers : - Si oui, fournir une liste nominative de ses salariés avec la date d'embauche, la nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail Si non, fournir une attestation mentionnant ne pas avoir recours
16	L'extrait d'immatriculation au RCS et les statuts de la personne morale.
17	Mémoire comportant les éléments demandés à l'article 6.1

À défaut de transmission des documents listés dans l'encadré, le candidat peut être éliminé de l'accord-cadre.

Cas des entreprises nouvellement créées :

Quand l'entreprise candidate a été créée depuis moins de trois (3) années, elle fournit les documents financiers et techniques pour la période ayant débuté à sa création jusqu'au dernier exercice clos.

À défaut de fournir les documents listés dans les encadrés, le candidat peut être éliminé de l'accord-cadre.

Un candidat étranger produit les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays, accompagnés d'une traduction de courtoisie en langue française.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier le(s) contrat(s), sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

Le candidat pressenti fera par ailleurs l'objet d'un examen de conformité sur la base des critères prévus par la loi no 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin 2 ».

4.2. Signataire

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat, à savoir :

- le représentant légal de l'entreprise,
- ou bien toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal de l'entreprise.

4.3. Non transmission des documents

Si l'EdA ne peut accéder aux documents exigés et que ceux-ci ne sont pas joints à la réponse du candidat, ce dernier peut solliciter les éléments manquants ou incomplets. Cette demande, envoyée avec accusé de réception via le profil d'acheteur, précise un délai de réponse unique pour tous les candidats, conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique.

Le candidat doit alors transmettre les documents demandés dans le délai imparti, exclusivement via le profil d'acheteur.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées dans le présent règlement de consultation, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, **sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.**

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE LA CONSULTATION

5.1. Modalités de retrait et composition du DCE

L'ensemble du DCE est disponible gratuitement pour tout candidat par retrait sur le portail des marchés publics PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le DCE se compose des éléments suivants :

- ☒ le présent règlement de consultation (RC) et son annexe (PLACE);
- ☒ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD.
- ☒ les attendus techniques
- ☒ l'acte d'engagement et ses cinq (5) annexes :

○

5.2. Modalités de transmission des renseignements complémentaires sur le DCE

Les questions complémentaires relatives à la procédure sont adressées au pouvoir adjudicateur **uniquement via la plateforme PLACE**.

Nature de l'information à transmettre (uniquement via la plateforme PLACE)	Délais pour transmettre l'information
Questions complémentaires des candidats relatives à la procédure adressées au pouvoir adjudicateur	Dix (10) jours ouvrés avant la date limite de réception des candidatures
Réponse du pouvoir adjudicateur à une question complémentaire d'un candidat	Six (6) jours ouvrés avant la date limite de réception des candidatures
Renseignements complémentaires éventuels concernant le dossier de consultation les documents communiqués par le pouvoir adjudicateur	

En cours de consultation, si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, ses dispositions sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

5.3. Modalités de dépôts des offres

5.3.1. Remise des offres

Conformément aux articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique, le dossier du candidat (incluant sa candidature et son offre) doit **impérativement et uniquement** être communiqué par voie électronique via la plateforme PLACE.

Il est de la responsabilité du candidat de s'assurer de la compatibilité de ses outils informatiques, avec la plateforme de dématérialisation PLACE. En cas de difficulté, ils peuvent consulter la rubrique « aide aux utilisateurs » ou contacter le support au 01.76.64.74.07.

L'attention du candidat est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux.

Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Seules la date et l'heure de la fin d'acheminement font foi pour déterminer le caractère recevable ou hors délai d'une offre transmise par voie dématérialisée. Ainsi les offres qui seraient réceptionnées par le serveur après l'heure limite (même si le début de la transmission a été effectué avant cette heure) ne seront pas examinées et seront considérées comme « hors délai ».

En cas d'envois successifs, **seule est retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.**

5.3.2. Date limite de réception

Les candidats doivent déposer leurs plis uniquement par voie électronique via PLACE avant la date limite de réception des offres (DLRO).

La date limite de réception est fixée au :

31 mars 2026 – 12H00

***Nota bene :** la date limite de réception des plis est la date de réception et non la date d'envoi. Toute réponse parvenue après la fin du délai de remise des offres est irrecevable.*

5.3.3. Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit **obligatoirement** être placée dans un pli scellé comportant : **la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

ECONOMAT DES ARMÉES
Direction des Achats – Pôle International
Cellule CAO –
26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX
« Copie de Sauvegarde de la procédure n°2025-1271 »
« NE PAS OUVRIR »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'EdA a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à l'EdA dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais.

Dans ce cas, seule cette copie de sauvegarde fait foi.

5.3.4. Durée de validité des offres

Les offres sont valables six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE / PHASE PRÉLÉMINAIRE

6.1. Modalités d'évaluation

Les candidats sont examinés sur la base critère ci-dessous (transmis sous format d'un mémoire) :

Critère	Sous critère	Pondération	Attendu
ORGANISATION ET MOYEN DU CANDIDAT (40 points)	Étendue des prestations	30 points	Présentation de l'entreprise et l'étendue d'expérience dans l'inspection et les prestations facultatives. Décrire les méthodes d'inspections, les secteurs industriels couverts, les accréditations (normes et certification de qualités), profils type des agents mandatés pour la vérification des commandes etc.
	Indépendance neutralité et impartialité	10 points	Préciser les procédures internes mis en place afin de garantir l'indépendance, la neutralité et l'impartialité des prestations
COUVERTURE INTERNATIONALE ET CAPACITÉ DE MOBILISATION RAPIDE (30 points)	Couverture internationale	20 points	Préciser en détail la couverture internationale (bureaux d'inspection locaux) et la gestion des délais et d'urgence
	La gestion des délais et d'urgence	10 points	Préciser les mesures interne pour la gestion des délais et d'urgence

REFERENCES (25 points)	Références clients	25 points	Présentation d'une liste des principales références sur des marchés publics similaires et le destinataire public ou privé au cours des trois (3) dernières années (références avec des clients étatiques, produits fournis, volume des produits fournis et chiffres d'affaires réalisés par référence)
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSION SOCIALE (5 points)	Inclusion sociale	1 point	Décrire les mesures mises en place pour garantir la santé, la sécurité et l'ergonomie des salariés affectés à la vérification des commandes ?
	Normes environnementales	1 point	Citer et joindre l'obtention des normes environnementales (exemple : ISO 14001, ISO 45001, ISO 20400 ou équivalence)
	Achat responsable	1 point	Préciser si l'application d'une politique d'achats responsable (sous-traitant locaux, écoresponsabilité)
	Éthique	1 point	Préciser les dispositifs internes visant à prévenir les conflits d'intérêts, la fraude et des pratiques non éthiques. (Code de conduite, charte d'éthique)
	Optimisation	1 point	Décrire les mesures prises pour réduire les opérations inutiles, les reprises et le gaspillage logistique

Seul les quatre (4) candidats arrivant au premier rang au classement seront titulaires de l'accord cadre et seront invités à poursuivre pour la mise en concurrence pour chaque marché subséquent.

6.2. Méthode d'analyse et de notation

L'analyse de l'ensemble des critères énoncés ci-dessus est menée de la manière suivante : **le principe de notation consiste à attribuer une note totale sur 100**

Calcul de la note finale de l'offre : somme de chaque critère/sous critère

ARTICLE 7 – MARCHES SUBSEQUENTS

7.1. Organisation de la mise en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent

Lors de la survenance d'un besoin, les titulaires de l'accord cadre sont invités à soumettre une offre spécifique pour chaque marché subséquent. Chaque marché subséquent correspond à un besoin précis (pays, type d'inspection etc.)

Les marchés subséquents sont uniquement passés avec l'ou les opérateur(s) attributaire(s) de l'accord-cadre.

7.2. Critère d'attribution et pondération

Selon les prérequis définis, les marchés subséquents seront attribués sur la base des critères ci-dessous :

Critère	Fourchette de pondération
Prix	40-60%
Délai	20-40%
Technique	10-30%

Ces critères seront précisés dans l'invitation à soumissionner de chaque marché subséquent, sans que la hiérarchie et la pondération des critères décrites ci-dessus ne soient modifiés

Le marché subséquent est attribué à l'opérateur dont l'(ou les) offre(s) est (sont) jugée(s) économiquement la (ou les) plus avantageuse(s) en fonction des critères ci-dessus.

Après attribution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur avise tous les autres candidats du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié au(x) titulaire(s), conformément aux dispositions de l'article R. 2182-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – DECLARATION SANS SUITE

L'EdA peut décider de ne pas donner suite à la présente consultation pour un motif d'intérêt général. Dans l'hypothèse où l'EdA déciderait de la déclarer sans suite, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité de ce fait.

ARTICLE 9 – DROIT – LANGUE ET DEVISE APPLICABLE

9.1. Recours

L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Montreuil
 sis 7 rue du Puig –
 93558 MONTREUIL
 Tel : 01 49 20 20 00
 Fax : 01.49 20 20 99
 E-mail : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
 URL : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Il s'agit également du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

9.2. Langue

Le français est la seule langue qui régit l'intégralité de l'accord cadre multi-attributaire à marchés subséquents.

L'ensemble des documents fournis ou cités par le candidat, en réponse à la présente consultation, sont rédigés en langue française. Dans le cas où un candidat ne peut délivrer un document en langue française, il doit le fournir accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Pour les fiches techniques, une autre langue de l'Union Européenne est autorisée à la condition expresse qu'une traduction de courtoisie exhaustive soit fournie.

9.3. Devise applicable

L'euro (€) est la devise applicable.